

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

SCPI IMMO PLACEMENT

**Société Civile de Placement Immobilier à capital fixe
au capital de 107 674 150 €**

**Siège Social : 15, Place Grangier - 21000 Dijon
320 182 991 RCS Dijon
(la « Société »)**

AVIS DE CONVOCATION

Par courrier en date du 1^{er} juin 2026 et avis paru au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 27 mai 2026 (n°63), vous avez été convoqués, en votre qualité d'associé, sur première convocation, à l'Assemblée Générale Mixte de la SCPI Immo Placement, qui s'est tenue le mercredi 17 juin 2026 à 10 heures 30, dans les locaux ATLAND Voisin – 15 place Grangier 21000 DIJON.

Le quorum requis n'ayant pas été réuni le 17 juin 2026, l'Assemblée Générale n'a pas pu délibérer.

En conséquence, les associés sont à nouveau convoqués en Assemblée Générale Mixte, le jeudi 25 juin 2026 à 14 h 30, dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie - 2 avenue Marbotte à DIJON, à l'effet de délibérer, sur seconde convocation, sur le même ordre du jour à caractère ordinaire et extraordinaire, à savoir :

A titre ordinaire :

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
2. Quitus à la Société de Gestion pour l'exercice de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
3. Approbation des opérations résumées dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les opérations visées à l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier ;
4. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
5. Nomination de membres du Conseil de Surveillance ;
6. Autorisation d'arbitrage donnée à la Société de Gestion sur les éléments du patrimoine immobilier ;
7. Autorisation donnée à la Société de Gestion de contracter des emprunts, de procéder à des acquisitions à terme et de donner des garanties ;
8. Autorisation donnée à la Société de Gestion de procéder à la distribution de sommes prélevées sur la réserve de plus ou moins-values sur cession d'immeubles ;

A titre extraordinaire :

9. Suppression des quorums et des secondes convocations en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire et modification corrélative des statuts ;
10. Modification de la composition du Conseil de Surveillance et modification corrélative de l'article 23 des statuts ;
11. Désignation d'un liquidateur administratif à titre subsidiaire et modification corrélative de l'article 35 des statuts ;
12. Assouplissement des modalités d'envoi des convocations et modification corrélative de l'article 27 des statuts ;
13. Assouplissement des modalités d'envoi des communications et modification corrélative de l'article 31 des statuts ;
14. Restriction de transferts de parts aux « US Person » et modification corrélative de l'article 13 des statuts ;

A titre ordinaire

15. Pouvoirs pour les formalités.

Les projets de résolutions ont été publiés dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n° 63.

Conformément à l'article R. 214-141 du Code Monétaire et Financier, le formulaire de vote vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. En conséquence, la Société de Gestion conserve les bulletins de vote des associés qui se sont déjà exprimés lors de la première convocation. Les associés n'ayant pas encore exprimé leur vote sont alors invités à participer, sur seconde convocation, à l'Assemblée Générale Mixte en votant par correspondance ou en donnant pouvoir sur le bulletin de vote joint à la convocation qui leur a été adressée.